

# ANONYMAT VISUEL

par le Collectif Anti-Rep de Poitiers et Environ ([lacarpe.noblogs.org](http://lacarpe.noblogs.org))

Pour faire face à la multiplication des systèmes de captation vidéos, il est de plus en plus nécessaire de ne pas être identifiable visuellement lors d'une action quel que soit.

## Vêtements :

Le traditionnel vêtement noir ample (pour dissimuler les formes) et le passe-montage/cagoule demeurent des classiques incontournables. Mais il est possible d'utiliser d'autres vêtements communs dont on prendra soin de se débarrasser après l'action. Si on choisit de les garder, un bon lavage ne fait jamais de mal.

Notons que lors du procès visant les incendiaires de la voiture du flic du quai de valmy, la justice a reconnu comme valable l'identification d'une personne grâce au caleçon qu'elle portait.

Les chaussures, dont il est plus coûteux de se débarrasser, peuvent être emballées dans un sac poubelle. Les flics aimant bien prélever

les empreintes de pas, il peut s'avérer judicieux de se débarrasser des godasses après une balade dans la boue. Si on souhaite les garder, un petit dégrassage vaut le coup.

## Signes particuliers :

Il est important de faire attention à cacher/retirer les signes distinctifs : piercings, boucles d'oreilles, tatouages, lunettes, cicatrices, coupes de cheveux particulières... C'est le genre d'information que la flicaille n'hésite pas à noter sur les fiches.

## Visage :

Les yeux et la zone alentour sont souvent utilisés pour l'identification. L'utilisation de lunettes de soleil ou de masque foncé de ski est plutôt efficace. Il faut aussi éviter de regarder directement les caméras car cela leur offre une superbe vue de notre visage. Se maquiller peut aussi servir à brouiller les pistes.

## COMMENT FAIRE UN MASQUE AVEC UN T-SHIRT



1. Retourne le t-shirt à l'envers et mets le sur ta tête, tiens les manches sur le côté de ta tête



3. Place la partie supérieure du col du t-shirt par-dessus les sourcils.



2. Prend les manches et fais un nœud avec elles derrière ta tête



4. Place la partie inférieure par-dessus ton nez



## L'ŒIL MÉCANIQUE

Véritable lubie des autoritaires et autres flics de l'existence, la vidéosurveillance ne cesse de gagner du terrain. Dans l'agglomération poitevine, c'est le maire de buxerolles, gérard blanchard, qui a décidé de l'installation de pas moins de 22 caméras (280 000 €) pour fliquer les habitant-es. Comme si l'ajout d'un 3e flic municipal et l'armement de la milice du maire n'était pas suffisant. A poitiers, dès 2016, c'était alain clays qui faisait installer 24 caméras (350 000 €). Sans compter évidemment les caméras dans les bus vitalis, à proximité des lieux de la domination (préfecture, commicos, science-po...), dans les commerces et chez les particuliers.

Tout autour de nous se tisse la toile d'une surveillance permanente, qui vise à empêcher toute rébellion face à l'autorité plutôt qu'à nous protéger. Toutes les études sur le sujet le montrent d'ailleurs : le vidéoflicage ne fait pas baisser la délinquance ou la criminalité et les vidéos stockées sont rarement utilisées ou concluantes. Dans une étude sur le sujet, le sociologue Laurent Muchielli indique qu'à marseille, pourtant une ville très vidéofliquée, sur 60 000 enquêtes sur la voie publique, les caméras n'ont été utiles que dans 300 affaires. Soit 0,5 % des cas. Pour un coût annuel d'au moins 7 millions d'euros sans compter les 63 millions d'euros d'installation.

La vidéosurveillance ne stoppe pas les viols car l'immense majorité est le fait de proches dans des lieux privés. Le vidéoflicage dans les transports ne protège pas les passagers mais sert à renforcer le pouvoir des contrôleurs,

et donc à soutirer encore plus d'argent aux personnes qui en ont besoin. Dans les centres de rétention, les prisons ou au veston des flics elles servent à punir encore plus ceux qui réagissent à l'arbitraire, au racisme et à la violence des bourreaux en uniforme. Les flics peuvent abattre des gens dans la rue, violer dans les comicos et continuer à parader librement tandis que le moindre crachat sur un contrôleur peut vous emmener en taule.

Pour chaque excuse donnée pour justifier l'installation de la surveillance, il existe une solution plus juste. De la gratuité des transports à la légalisation des drogues en allant jusqu'à l'abolition du capitalisme, des frontières, du patriarcat et des prisons.

Si les caméras continuent de s'installer, c'est parce qu'elles sont une des briques nécessaires au déploiement d'une surveillance global et total. La reconnaissance automatique d'images qui permet actuellement le déploiement de caméras lectrices de plaques permettrait, couplée avec le déploiement de la 5G, la mise en place de la reconnaissance facial. Instaurant de fait, un contrôle d'identité permanent.

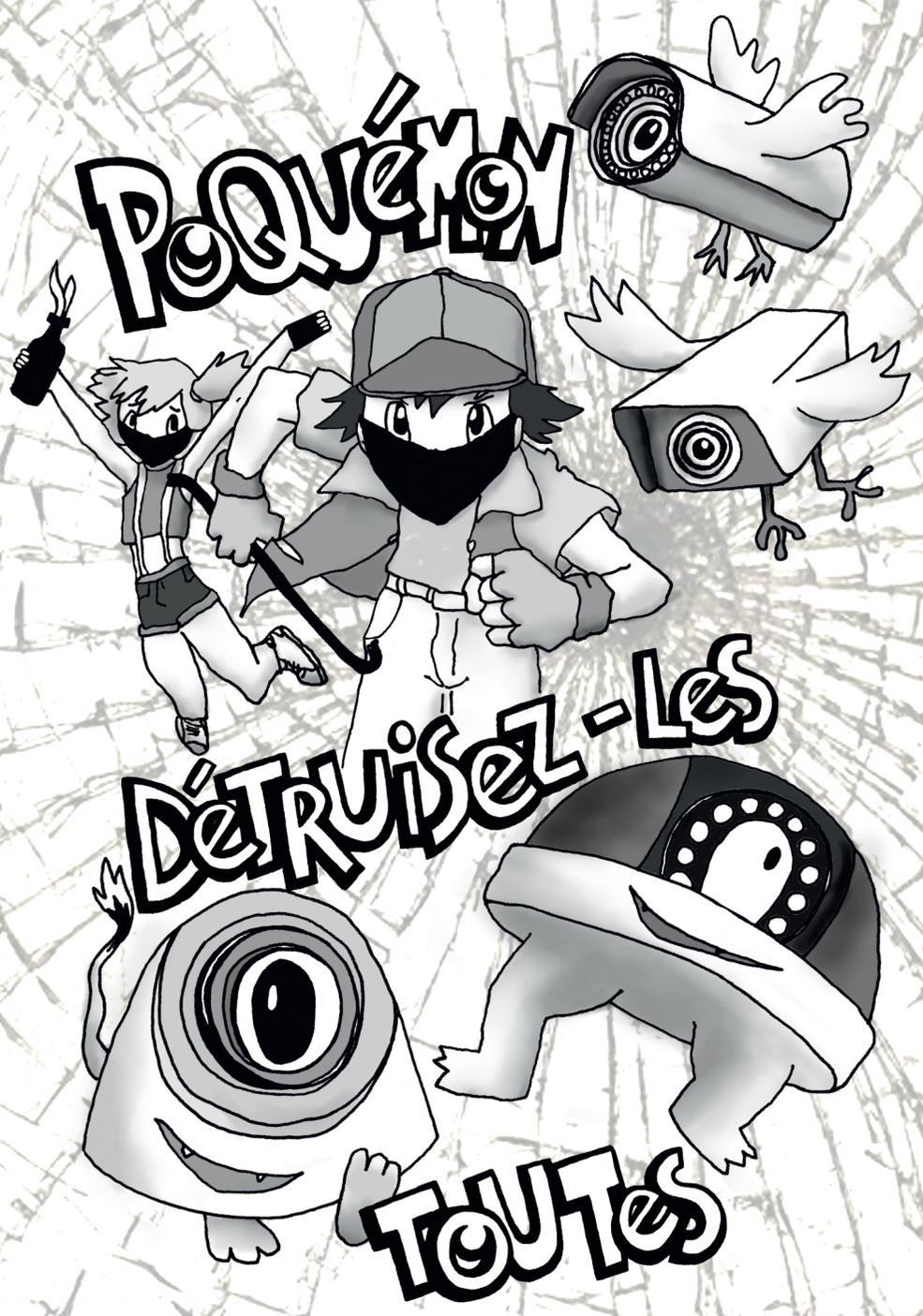
Notons d'ailleurs que malgré les nombreuses prises de positions des différents groupes d'EELV contre la vidéosurveillance, la maire actuelle de poitiers léonore moncond'huy ne laissa aucune donnée accessible dessus et n'a absolument rien fait pour retirer les vidéoflics.



[LASINSE.NOBLOGS.ORG](http://LASINSE.NOBLOGS.ORG)

Pour contribuer : [lasinse@riseup.net](mailto:lasinse@riseup.net)

N'hésitez pas à nous envoyer vos textes, images ou retours critiques mais aussi imprimer et diffuser ce torchon.



## JUSTICE PATRIARCALE

A. est devant le tribunal pour menaces de mort et coups de pied sur O, iels ont eu un enfant ensemble. A a déjà été condamné pour des violences sur O. Il justifie ces violences par un discours machiste : « Elle me trompait aussi, c'est le tout qui fait ça ! Je suis coupable... mais je suis victime un peu aussi ! ». Bref, encore une crevure de mec qui considère les femmes comme des marchandises, comme des biens dont on peut être propriétaire. Il partira purger dix mois ferme, où il pourra se plaindre avec d'autres agresseurs là pour les mêmes raisons de ne plus pouvoir traiter leurs compagnes comme leurs meubles.

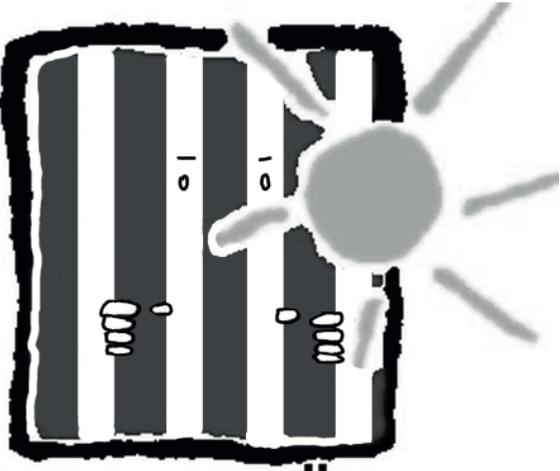
humains, ce n'est pas encore gagné pour les enfants. Puisque malgré les violences, A. pourra continuer d'exercer "l'autorité parentale". Et donc à continuer d'exercer un pouvoir de nuisances sur O. et l'enfant. Dans l'immense majorité des violences dites "conjugales", les violences continuent même après la séparation et les hommes violents se servent de ce lien pour harceler, manipuler et menacer les mères. De plus, d'après une enquête Unicef de 2003, 40 à 60% des enfants témoins de violence conjugale sont victimes de violences par l'auteur des violences conjugales.

Si visiblement les juges commencent à considérer que les femmes sont des êtres

Ce que les juges protègent ce n'est ni O., ni l'enfant, mais le système patriarcale et un de ses dérivés : la famille.

## 18 MOIS FERME

Emmaüs aime bien le travail gratuit. L'association bénéficie déjà de nombreuses dérogations au droit du travail pour les membres des « communautés ». Entre autres, les compagnonn.es d'emmaüs ont un salaire horaire inférieur au smic et n'ont pas le droit au chômage. C'est vers une autre réserve de main d'œuvre payé moins que le smic que s'est tournée bruno vautherin : les détenu.es. Directeur de l'association La ferme à l'air libre, membre de la nébuleuse associative fondée par l'abbé pierre.



Dès septembre 2022, c'est à Maisoncelles, une ferme près de Lusignan, que les détenus pourront « préparer leur retour à la liberté », comme le dit si bien le futur directeur de cette taule alternative. C'est à dire travailler pendant 6 à 18 mois dans les champs et plantation sans recevoir ni formation reconnu ni véritable salaire : 550 € pour 26 heures hebdomadaires. Les légumes ainsi produit serviront à financer le baigne agricole et les salaires de leurs « encadrants » et seront selon toute vraisemblance vendue en partie dans les magasins biocoop du coin, vu qu'ils sont partenaires de l'opération.

Ce genre d'initiative conduit à augmenter mécaniquement le nombre de places en détention car les 12 places créées à Maisoncelles ne seront supprimées d'aucune prison de France. Cette ferme bio s'insère donc dans la logique global de l'augmentation des structures d'enfermement en france : constructions de prisons, de CRA, déploiement du bracelet électronique (la prison à la maison)...

Et comme les bonnes idées viennent rarement seules, Bruno Vautherin fait aussi appels aux bonnes âmes qui souhaiteraient bénévolement jouer les matons de service, pour « assurer le lien et la vie de ce lieu ».

## CONFESSION

Ce vendredi 13 mai, deux procureurs ainsi que l'archevêque pascal wintzer ont signés à poitiers un protocole concernant les violences commises par des membres de l'église catholique. Trois petites signatures pour donner le change. Faire croire que l'église a changée quand elle se contente de fixer une journée de prière collective et de signer des papiers sans valeurs. Tout cela est évidemment un jeu de dupe qui cherche à faire croire que la protection que l'église à offerte aux agresseurs et violeurs pédophiles n'était pas la conséquence structurelle d'une organisation patriarcale dont l'idéologie empêche les femmes et les enfants de disposer librement de leurs corps. L'église catholique s'oppose encore actuellement à l'IVG mais est aussi fondamentalement homophobe et transphobe.

Mais cette opération de com' ne pourrait pas avoir lieu sans les pisses-merde de la presse local, comme Vincent Buche. Fin philosophe, celui-ci écrit :

« Ce protocole ne règle pas forcément tous les problèmes moraux auxquels peut-être confronté un prêtre, notamment en relation avec le secret de la confession. ». Une manière pour le moins particulière pour évoquer les violences sexuelles commises par les religieux, couvertes par leurs collègues et leur hiérarchie qui ont faites, rien qu'en

## ALLIANCE

Alliance, c'est le nom d'une corporation de flics d'extrême-droite. Le 9 mai dernier, c'est à propos d'une autre alliance que ces portes-paroles des flics se sont plaint. Tout commence lors de la ronde d'une bagnole de keufs. Rondes qui ont pour but le contrôle policier de l'espace et des individus à travers un harcèlement policier continu. Comme les contrôles d'identités qui servent de prétextes à de multiples humiliations, injures voir violences.

France, plusieurs milliers de victimes. Le rapport Sauvè estime que depuis les années 50, l'église catholique a été le refuge de près de 3 000 violeurs pédophiles.

De même, « Tout signalement émanant soit directement d'un membre de l'Eglise (prêtre ou laïc) ou via l'autorité épiscopale (qui disposera d'une adresse mail dédiée) donnera lieu à des investigations. ». Visiblement il faut faire partie d'une organisation complice de génocides, de l'esclavage et s'opposant aux libertés les plus élémentaires pour que sa parole ait le moindre valeur aux oreilles de la flicaille. A moins bien sûr que tout ceci ne soit qu'une mise en spectacle du minimum. Le 27 novembre 2021, pascal wintzer déclarait dans le torché-cul la croix, aux victimes de mettre leur douleur en veillesse, de pardonner aux agresseurs et de refuser tout changement dans l'église.

Le 18 octobre 2020, au chili, des rebelles iconoclastes incendièrent deux églises à Santiago. L'une était dédiés aux flics, le presbytère de l'autre avait servit de centre de détention et de torture durant la dictature militaire de pinochet. Et si nous avons une confession à faire, c'est que tout cela nous semble une manière plutôt efficace de régler le problème qu'est l'église catholique.

Pendant la ronde, une personne aurait « mimé avec sa main un pistolet tirant sur les policiers ». On imagine sans peine la terreur que ce geste a dû inspirer à des policiers équipés de gilets pare-balles, matraques, tasers, grenades ainsi de véritables armes à feu et d'une certaine impunité judiciaire. Un arsenal qui a conduit les flics à tuer près d'une trentaine de personnes en 2020.

Un des flics sort de la caisse et se lance à pied à la poursuite de l'artiste mime et de ses amis. Et c'est alors qu'il les a rattrapés que se serait produit ce qui énerve tant la corporation de flics. Deux agents municipaux présents auraient filmé la scène et alertés les alentours en voyant le flic arriver. Une réaction pleine de bon sens qui a sûrement empêché une énième violence policière. Une preuve de la nécessité et de l'utilité de l'alliance des opprimés face à la flicaille. Le genre d'alliance qui fait plaisir à voir.



## LA POLICE DU FUTUR

La police du futur, le marché de la violence et de ce qui lui résiste. *Mathieu Rigouste*  
version longue 2022 en bouquin / version 2018 en article dans la revue le crieur

Si vous aimez les films d'angoisse futuriste, ce texte est pour vous ! On survole les nouvelles créations techno-policieres en service ou en projet, sans rentrer non plus trop dans les détails très précis ou technique. En allant voir ce qui se trame au salon Millipol, grand rdv des boîtes d'armement et de sécurité on peut avoir un bon aperçu des tendances.

Une prolifération des armes dites non létale ou sublétales, qui ne viennent en rien remplacer les armes existantes ou réduire le nombre de mort par la police, mais viennent juste étendre le champ d'action, augmentent le degré de violence au quotidien et engendrent de plus en plus de mutilation.

« la police du futur, c'est un peu comme l'armée du futur, c'est une police connectée » déclarait le ministre de l'intérieur en 2017. Flic connecté, camera connecté, drone connecté... On voit bien les liens entre flicage et télécommunication qui permettent d'aller toujours plus vite dans la transmission et la collecte de donnée, notamment avec la 5G.

La tendance actuelle c'est aussi la robotisation des moyens de contrôle et la recherche d'un policier « augmenté ».

Et pour encore plus de sérénité pourquoi ne pas instaurer le contrôle permanent et l'auto-surveillance des populations. Un flicage autogéré ! Cela passe par le concept de « safe city », des espaces en permanence vidéosurveillés où des algorithmes prédisent et/ou repèrent les situations où les personnes « à

risques ». Les bon-ne cityoen-ne vigilant-e est mis-e à contribution et encouragé-es à balancer ces voisins grâce à des applications participatives.

Ces évolutions technologiques ne sortent pas de nulle part, elles sont directement le fruit d'un business en constante augmentation. Comme n'importe quel produit (bon quand même là ça nous impacte plus que la nouvelle boîte de chocapic) la sécurité et l'armement sont là pour faire du fric. L'économie et l'armement/sécurité, les entreprises privées et les institutions sont dans une étroite collaboration, les unes pour faire du fric, les autres pour la réalisation d'une croyance en un monde techno-sécuritaire.

Les keufs alimentent clairement le marché de l'armement en conseillant les entreprises et les entreprises incitent à la consommation et créent des besoins de toute pièce, en proposant des produits technologico-policier soit disant toujours plus performant. Les boîtes ne sont pas là pour répondre à des besoins (disons plutôt des envies), aussi nuls soit ils, elles sont là pour créer ces besoins. Les institutions achètent pour réaliser leurs mythes mais aussi dans des logiques de copinages de classe, filer de la thune à ses potes c'est chouette.

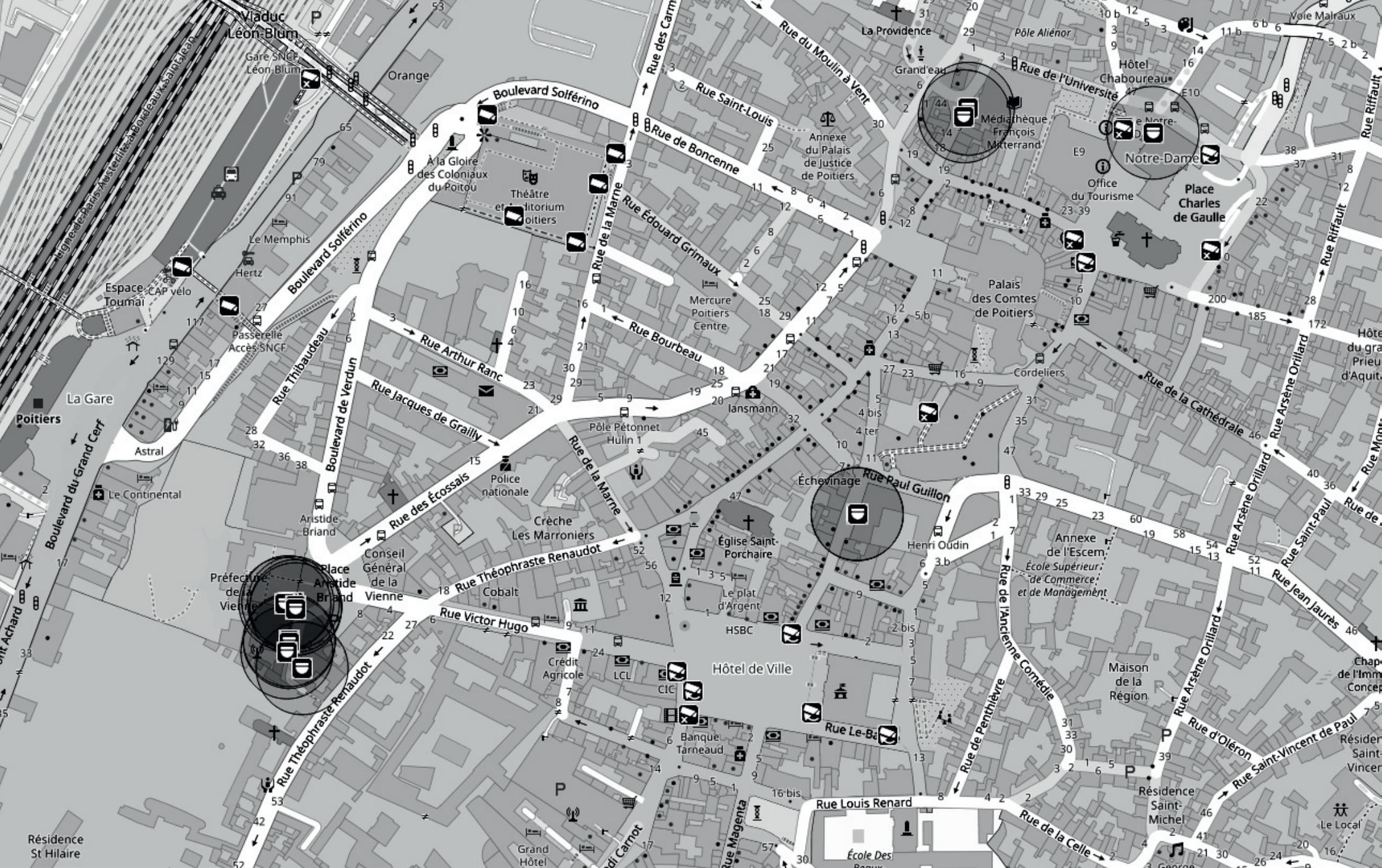
Il n'y aurait peut être pas de suréquipement technologique de la police si il n'y avait pas d'entreprise pour les inventer et les réaliser. Le livre file cite pas mal d'entreprises responsables de cela : IDEMIA, IBM, Thalès, Engie Ineo, Atos, Huawei, Verney-Carron, TBC-France...

## TECHNOPOLICE

Depuis septembre 2019, la campagne Technopolice tente de révéler le vrai visage de la « Smart City », celui d'une mise sous surveillance totale de l'espace urbain à des fins policières.

Par le biais du site tecnopolice.fr et de rencontres organisées par des symathisant.es, les dérives de la smart city sont documentées et des résistances organisées. Sur le site Technopolice il est possible de transmettre des infos pour recenser les nouvelles technologies policières installées dans nos villes, d'alimenter la carte de repérage, de discuter sur un forum, d'avoir des outils et des pistes pour faire avancer les choses. Le site tecnopolice.fr et earsandeyes.noblogs.org répertorient également les entreprises complices de cette surveillance généralisée.

Avec la quadrature du net iels tentent la voie légale, en lançant une plainte collective contre le ministère de l'intérieur pour demander l'arrêt de quatre dispositifs de surveillance : les caméras, les logiciels de détections de comportements, les fichiers de police enregistrant nos visages (TAJ et TES), l'utilisation de la reconnaissance faciale. Ça fait rêver.



Carte numérique des caméras disponibles sur : <https://sunders.uber.space/>  
La carte n'est pas forcément à jour mais nous vous invitons à l'enrichir.